

18 décembre 2018

**journée internationale
DES MIGRANTS**

la CGT appelle, avec plus de 250 collectifs de sans-papiers, syndicats et associations, à manifester pour la liberté et l'égalité des droits.

Dans la Fonction publique, nous sommes aussi toutes et tous concerné.e.s par ce combat.

En effet, dans de nombreux services publics nous constatons les conséquences dramatiques des politiques publiques sur les migrants.

Ainsi

▮ Les agent.e.s des douanes se voient imposer un rôle de « police migratoire » qui est aux antipodes de leurs missions fiscales et économiques.

▮ Les agent.e.s de la CNDA, de l'OFPRA ou des préfectures voient se développer une politique du « chiffre » au détriment d'un service public de qualité et humain et qui a pour objectif de réduire toujours plus l'asile et l'accueil en France.

▮ Les agent.e.s de la Justice constatent aussi les effets désastreux de la pénalisation des sans papiers qui augmente toujours plus la précarité.

▮ La situation des enfants étrangers isolés est également une cause d'indignation !

▮ Les agent.e.s de l'inspection du travail voient au quotidien les effets dévastateurs de l'exploitation des travailleurs et travailleuses sans papiers.

▮ Les agent.e.s dans les services sociaux, d'insertion, établissements de santé, collectivités, constatent au quotidien que les politiques d'austérité, la remise en cause des acquis sociaux augmentent la précarisation et touchent encore plus les travailleurs/euses migrant.e.s et leurs familles.

Un État de droit se doit de protéger toutes et tous sur son territoire, dans l'intérêt général ! Les services publics doivent être renforcés pour une égalité des droits.

» Toutes et tous ensemble, marchons contre la montée des nationalismes, des racismes et des fascismes qui s'étendent sur l'Europe et le monde.

» Marchons pour mettre fin aux mort.e.s sur les routes de la migration, victimes des frontières et des politiques anti-migratoires.

» Marchons pour la liberté de circulation et la fermeture des centres de rétention, contre l'idée que l'immigration crée du dumping social, pour la régularisation des sans-papiers et pour l'égalité des droits.

» Marchons pour la ratification par la France de la *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille* adoptée par l'ONU le 18 décembre 1990 et qui vise à garantir l'égalité de traitement entre travailleurs français et immigrés

C'est en luttant ensemble, en insistant sur « ce qui nous lie », et non sur « ce qui nous oppose », pour une société meilleure et égalitaire.

La CGT Fonction Publique appelle ses organisations et les personnels de la Fonction publique à y participer massivement.

Montreuil, le 12 décembre 2018